

LETTRE ECONOMIQUE de Cuba

Une publication du SE de La Havane
Mars 2024

En bref

Les premiers mois de 2024 n'annoncent pas une amélioration de la situation économique à Cuba, qui ne cesse de se dégrader malgré le plan de réformes annoncé par le gouvernement pour « corriger les distorsions et réimpulser l'économie » en 2024.

L'actualisation des prix du carburant est entrée en vigueur le 1^{er} mars, un mois après la date initialement prévue par les autorités. Redoutée par la population, la multiplication des prix par cinq du litre de carburant en monnaie locale (et le passage au paiement exclusivement en USD dans certaines stations) a déjà des répercussions sur l'ensemble des services et produits à la vente, notamment dans le secteur du transport. Un véritable marché parallèle du carburant s'est mis en place, alimenté par des individus se dédiant exclusivement à des activités d'achat et revente.

Face à l'augmentation progressive des températures et les pannes récurrentes à la centrale thermoélectrique de Matanzas, les coupures d'électricité sont de plus en plus fréquentes et affectent aussi bien les ménages que les activités de production et de services. Si La Havane est moins touchée que les autres provinces, un calendrier des interruptions planifiées a tout de même été mis en place afin de garantir une rotation des services d'électricité dans la capitale.

La détérioration de la situation économique et des conditions de vie incite chaque fois plus de Cubains à quitter le pays. Selon la CEPAL, Cuba a enregistré un taux de croissance négatif en 2023, avec une perte de 1,7% de sa population. Plus de 460 000 Cubains sont arrivés aux Etats-Unis ou ont sollicité l'asile au Mexique entre 2021 et 2023.

LE CHIFFRE A RETENIR

-1,7%

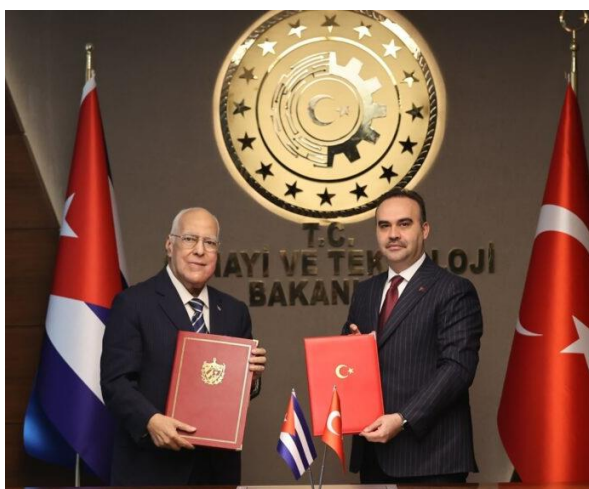
Taux de croissance de la
population cubaine en 2023

Relations extérieures

Visite du vice-Premier ministre Ricardo Cabrisas en Turquie

Le vice-Premier ministre et ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, Ricardo Cabrisas, était en visite officielle en Turquie. L'objectif principal de la venue du ministre cubain est de s'assurer du soutien de son partenaire dans l'approvisionnement énergétique de Cuba, alors que l'île subit une nouvelle vague de coupures d'électricité, principalement dues à des pénuries de combustible et à des pannes, selon les autorités.

Avec son homologue, Cabrisas a signé une feuille de route pour la coopération économique et commerciale bilatérale entre 2024 et 2026, qui inclut notamment le



Ricardo Cabrisas et son homologue turc, Mehmet Simsek, Ministre du Trésor et des Finances, le 13 mars 2024. Source : X

domaine de l'énergie, secteur clef de la coopération. Le gouvernement cubain loue depuis plusieurs années sept centrales électriques flottantes aux entreprises turques Karpowership et Karadeniz Holding, qui permettent de pallier en partie au manque de capacité de production du système électrique cubain.

Le gouvernement turc, de son côté, a réitéré l'intérêt croissant des entrepreneurs du pays pour le marché cubain, alors que le volume des échanges bilatéraux a augmenté d'environ 60% l'an dernier, pour atteindre 81 M USD.

Tenue de la 21^{ème} session de la commission intergouvernementale russo-cubaine

Après sa visite en Turquie, Ricardo Cabrisas s'est rendu en Russie pour coprésider la 21^{ème} session de la commission intergouvernementale pour la coopération économique, commerciale et scientifique entre les deux pays. Des visites à haut niveau sont au programme en marge de la commission, comme la rencontre avec le vice-président du gouvernement Dmitri Chernyshenko.

La tenue de cette session a lieu dans un contexte de rapprochement entre Cuba et la Russie, en particulier depuis l'invasion en Ukraine alors que parallèlement Cuba traverse une crise économique sans précédent. La multiplication des initiatives russes à Cuba s'inscrit dans la stratégie de conquête de nouveaux marchés et partenaires commerciaux déployée par la Russie. Le commerce bilatéral entre Moscou et La Havane s'est intensifié ces dernières années, et a enregistré une hausse de 34% entre 2021 et 2022.

Relations France-Cuba

Le commerce bilatéral en 2023 : une très forte baisse des échanges

En 2023, les échanges commerciaux entre la France et Cuba se sont élevés à 95,5 M EUR, enregistrant une diminution de 27% par rapport à 2022. Malgré une légère reprise en 2021, le commerce bilatéral de biens connaît une tendance générale à la baisse depuis 2019. La balance commerciale reste favorable à la France, même si l'excédent tend à se réduire, atteignant 64,6 M EUR en 2023.

Des exportations françaises peu diversifiées et en nette diminution

En 2023, les exportations françaises vers Cuba sont en baisse et n'ont atteint que 80 M EUR, soit le niveau le plus bas sur les 10 dernières années (-26% par rapport à 2022). Sur la même période, les Etats-Unis ont enregistré leur meilleure performance, avec des exportations cinq fois plus élevées que la France (404 M USD en 2023). Cette situation s'explique avant tout par la diminution des exportations de produits de la culture et de l'élevage, passant de 72 M EUR en 2022 à 23 M EUR en 2023 (-68%). Par ailleurs, ces produits ont vu leur part dans les exportations totales diminuer, représentant 29%, contre 63% en 2022. Cuba importe chaque année plus de 3 M de tonnes de céréales. La France est le principal fournisseur de blé tendre de l'île, suivie du Canada, de l'Allemagne et de la Pologne.

La chute des ventes de céréales n'aura cependant pas été compensée par l'augmentation de quasiment tous les autres postes d'exportations vers Cuba, notamment les produits pétroliers raffinés et coke, premier poste en 2023, et dont les ventes à destination de Cuba

ont atteint 24 M EUR. Passant de 3,8 M EUR en 2022 à 7 M EUR en 2023 (+84%), les produits chimiques divers constituent le troisième poste d'exportation depuis la France vers Cuba (9% du total), devant les téléphones et équipements de communication (6,8 M EUR, 8,5% du total) et les machines diverses d'usage spécifique (3,6 M EUR, 4,6% du total) qui ont également vu leurs ventes progresser en 2023, respectivement de 49% et 124%.

Ainsi, nos exportations vers Cuba restent concentrées sur quatre secteurs clés qui représentent plus des $\frac{3}{4}$ du total en 2023 et répondent aux besoins du pays en matière d'énergie, d'alimentation, de construction ou encore de rénovation d'infrastructures, au détriment des ventes de produits considérés comme « non essentiels », en baisse constante (à l'exception des parfums et cosmétiques, +10% en 2023).

Principaux postes d'exportation vers Cuba

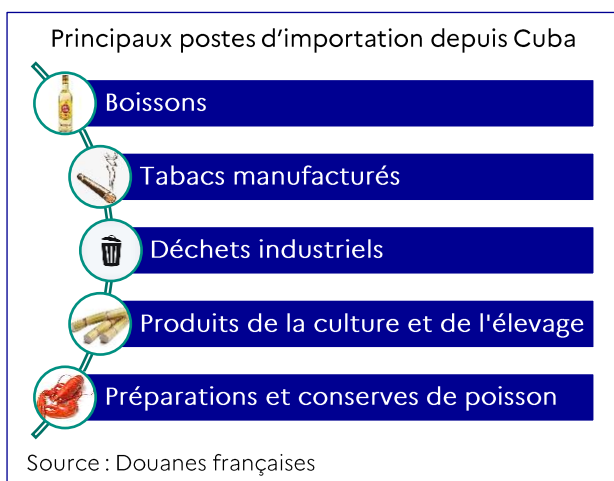


Source : Douanes françaises

A l'exception du rhum, une accélération de la baisse des achats de produits cubains

Les importations françaises depuis Cuba ont également enregistré une forte baisse en 2023 (-28%), pour atteindre 15,4 M EUR. En 2023, alors que les exportations françaises à destination de Cuba représentent 4,7% du total de nos ventes vers la zone Amérique centrale et Caraïbe (hors Mexique), faisant de Cuba le 6ème destinataire de la zone, les importations françaises depuis Cuba ne constituent que 1,1% du total de nos achats en provenance de la zone, plaçant Cuba en 12ème position.

Les achats de produits en provenance de Cuba restent concentrés sur quatre catégories de produits, représentant plus de 80% du total de nos importations : boissons, tabacs manufacturés, déchets industriels et produits de la culture et de l'élevage.



Les boissons alcoolisées et distillées (principalement le rhum) se maintiennent comme premier poste d'importation en provenance de Cuba (1/3 de nos achats) et ont atteint un montant de 5,6 M EUR (5 M EUR en 2022, soit +11%).

A l'inverse, les importations de tabac et produits dérivés, deuxième poste, ont enregistré une baisse de 6% (2,8 M EUR en 2023). La diminution des ventes de cigares cubains s'explique par des récoltes moins bonnes et abondantes en 2022, dues notamment à la difficulté grandissante à acquérir des engrais (produit importé par Cuba) ainsi qu'à des conditions climatiques défavorables.

De la même manière, les importations de déchets industriels depuis Cuba sont en baisse (2,1 M EUR en 2023, -36%). Les importations de produits issus de la culture et de l'élevage, pourtant en augmentation en 2022, ont enregistré une baisse significative en 2023 (2 M EUR, -26%), tout comme les achats de préparations et conserves à base de poisson, notamment composées de langouste (0,6 M EUR en 2023, -85%). Enfin, la France a vu ses importations de métaux non ferreux (principalement nickel et cobalt) baisser de 56,5% (0,6 M EUR en 2023), malgré une demande croissante de ces minerais, utilisés pour la fabrication de batteries électriques.

Cliquez [ici](#) pour retrouver le détail des échanges commerciaux entre la France et Cuba



Zoom sectoriel

Le secteur minier à Cuba : un potentiel sous exploité

Un secteur centralisé, diversifié et pourvoyeur de devises

Le MINEM (ministère des Energies et des Mines), via la direction générale des Mines, gère le secteur minier. Elle dispose de deux entités publiques principales : Cubaniquel, pour l'exploitation du nickel et du cobalt et Geominsal, pour le reste des minerais, partenaires dans des entreprises mixtes par le biais de leurs filiales respectives Commercial Caribbean Nickel (CCN) et GeoMinera.

Le United States Geological Survey (USGS) identifie 443 mines (actives ou non) à Cuba, bien que le nombre réel de mines en activité reste bien inférieur à celui indiqué par l'USGS. Les deux minerais phares de l'île sont le nickel (49 000 t produites en 2020, soit 2% de la production mondiale) et le cobalt (5 300 t, soit 2,7% de la production mondiale). L'île est parmi les plus grands détenteurs de cobalt et de nickel au monde : 3ème et 5ème réserves prouvées, situées dans les provinces de Holguín (est de l'île), de Camagüey (centre-est) et de Pinar del Río (ouest). L'extraction est réalisée principalement par Moa Nickel SA (entreprise mixte depuis 1994 entre l'acteur public CCN et l'opérateur canadien Sherritt via des concessions de 25 ans), et par l'entreprise publique Comandante Ernesto Che Guevara.

Le plomb, le zinc, le nickel, le cobalt et l'or exploités à Cuba sont destinés exclusivement à l'exportation, compétence exclusive de l'acteur public Mitsa SA. Les produits miniers sont le 1er poste d'exportations cubaines de biens, pour un montant de 961 M USD en 2022 selon

les chiffres officiels, principalement vers la Chine et, dans une moindre mesure, du Canada et de pays européens (Espagne, Pays-Bas et Belgique). Les revenus issus de l'exportation de minerais ont enregistré une hausse importante au cours des dernières années (+27% en 2021, +21% en 2022) et le poids relatif du secteur dans le total des exportations du pays a augmenté, jusqu'à 44% en 2022.

Un secteur qui repose principalement sur les investissements étrangers

Le secteur minier cubain est prioritairement ouvert à l'investissement étranger pour l'expertise et les financements. Les minerais produits à Cuba doivent, dans la majorité des cas, être raffinés à l'extérieur avant d'être vendus au secteur de l'industrie sur les marchés internationaux. De nombreux projets miniers ont été proposés par le gouvernement à travers la liste des opportunités d'investissements ouverts aux acteurs étrangers (Cartera de Oportunidades de Inversión Extranjera), avec un processus défini. Actuellement, 53 projets sont présentés, certains liés directement à l'extraction, notamment dans les provinces de Holguín et Pinar el Río (pour un montant allant jusqu'à 10 M EUR), d'autres relatifs aux services dérivés (gestion, transport). Le partenaire étranger finance la phase d'investigation et d'étude de faisabilité du projet et, une fois celle-ci réalisée avec des résultats probants, une entreprise mixte est créée avec un acteur public désigné (CCN ou GeoMinera) pour l'exploitation.

Les Canadiens sont présents depuis 1994 à Cuba dans le cadre de l'exploitation du nickel, dans l'entreprise mixte Moa Nickel qui dispose d'une unité de production dans la province de Holguín (35 000 t de nickel par an). L'entreprise mixte Emincar, en partenariat avec un groupe singapourien-suisse, exploite la mine de zinc et de plomb de Los Castellanos, dans la région de Pinar del Río. Par ailleurs, une société australienne a conclu en 2023 des accords avec GeoMinera pour deux projets d'exploitation de mines d'or, censés débiter en 2024, dans les provinces de Ciego de Ávila et l'Île de la Jeunesse.

Le développement du potentiel minier de Cuba se heurte à plusieurs obstacles

Si le secteur minier cubain présente des opportunités, plusieurs obstacles limitent son développement. Tout d'abord, Cuba souffre de contraintes structurelles. D'une part, les infrastructures de transport du pays peu compétitives : le réseau ferroviaire est inefficace, les routes sont en mauvais état et les équipements portuaires sont souvent obsolètes. D'autre part, la lourdeur administrative et bureaucratique rend les rapports entre entreprises étrangères et partenaires publics lourds et complexes. Enfin, le mix énergétique cubain reste à 95% thermique, rendant l'électricité chère dans un secteur où la consommation énergétique est un facteur clef de rentabilité. Par ailleurs, les perspectives de croissance du secteur dépendent presque exclusivement des intérêts étrangers, faute d'investissements nationaux nécessaires à l'entretien de l'appareil productif minier, qui se déprécie d'année en année.

Les cours du cobalt et du nickel (surnommé le « métal du diable » pour sa volatilité en bourse) ont connu depuis les années 2000 des hauts et des bas importants. Suite à l'invasion de l'Ukraine, les sanctions à l'encontre de la Russie, 3ème producteur mondial de nickel, ont porté les prix du nickel à des niveaux très élevés, jusqu'à 37 800 USD/t en mars 2022, permettant à Cuba d'accroître ses revenus. Le marché du nickel est caractérisé par une croissance de la demande mondiale, estimée à 3,5 M de tonnes en 2024, en raison de son utilisation importante dans les batteries de véhicules électriques et une reprise du secteur de l'acier inoxydable. Toutefois, l'année 2023 a enregistré une baisse du cours du nickel, jusqu'à 16 400 USD/t en décembre, expliquée en partie par une demande chinoise plus faible.

Enfin, l'embargo imposé par les États-Unis à Cuba affecte directement les acteurs de l'industrie minière, qu'ils soient publics ou privés. En effet, l'application des sanctions américaines rend complexe l'accès final des minerais au marché des produits à destination des États-Unis (directement et indirectement), notamment les batteries électriques intégrant ces composants.



Exploitation minière à Moa, dans la province de Holguín. Source : The West Australian

L'actualité en bref

Une pénurie de farine touche à nouveau Cuba

Ces dernières semaines, les autorités cubaines ont confirmé de nouvelles difficultés dans l'approvisionnement de blé et ont annoncé une pénurie du pain vendu via la carte de rationnement, ainsi que l'utilisation de produits alternatifs à la farine tels que le manioc ou la courge dans la production du pain. Les retards dans les importations et les pannes ont entraîné l'arrêt forcé des moulins, rendant difficile la production locale de farine.

Les importations de blé n'ont cessé de baisser sur les 10 dernières années, passant de 800 000 t en 2013 à 400 000 t en 2022. Alors que 2022 devait être une année de reprise, le manque de devises et la hausse du cours du blé ont limité les importations. Les données pour 2023 ne sont pas encore disponibles, mais il est probable que la baisse des importations ait été encore plus marquée en 2023 et dans les premiers mois de 2024, malgré une baisse du cours du blé de 50% par rapport au pic de 2022.



Pain distribué dans les « bodegas » via les carnets de rationnement. Source : Periódico Cubano

Hausse des prix : Cuba face à une insécurité alimentaire sévère

Par rapport à début 2023, l'inflation toutes catégories confondues au début de 2024 est de 32%. Le prix des produits alimentaires, et notamment les produits de base, a particulièrement augmenté (+70%), suivi par la restauration et l'hôtellerie (+10%) et les transports (+10%). Fin février, l'économiste Omar Everleny estimait le coût du panier mensuel basique de produits alimentaires à 10 000 pesos par personne. Le salaire minimum à Cuba est fixé à 2 100 pesos.

Selon la presse étrangère, le gouvernement cubain aurait sollicité officiellement l'aide du Programme alimentaire mondial, première organisation humanitaire au monde. Le programme a reconnu l'urgence de répondre à la crise alimentaire, qui touche notamment les enfants, et a commencé à envoyer du lait en poudre, produit très difficile à se procurer à Cuba.

L'ex-ministre de l'Economie soupçonné de corruption



Alejandro Gil, ex-ministre de l'Economie. Source : CubaDebate

Début mars, le gouvernement a annoncé qu'une enquête pour corruption contre l'ex-vice-Premier ministre et ministre de l'Economie et de la Planification était en cours. Alejandro Gil, en poste depuis 2018, avait été écarté du gouvernement en février dernier suite à l'annonce du paquet de mesures d'austérité, parmi lesquelles la hausse de 500% du prix du carburant finalement été reportée au 1^{er} mars. Sans donner plus de détails, le président de la République a affirmé que « le Parti communiste et le gouvernement n'ont jamais permis ni ne permettront jamais la prolifération de la corruption ».

Quoi de neuf ?

Mission officielle de la Conseillère développement durable à Cuba

Du 19 au 21 février dernier, Laetitia Lefaure, notre conseillère développement durable, agent du Ministère de la Transition écologique basée au Service économique régionale de Mexico, était de retour à La Havane. Sa venue a fait suite à une précédente mission qui s'est déroulée en juin 2023.

La mission de cette année a eu comme objectif, d'une part, de poursuivre les réflexions entamées entre le ministère cubain des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement (CITMA) et l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et, d'autre part, d'expertiser d'autres modalités de renforcement de la coopération bilatérale en matière d'environnement avec le CITMA ainsi qu'avec le ministère des Energies et des Mines (MINEM) et le ministère du Commerce extérieur (MINCEX). Les thématiques fortes d'intérêts communs sont la biodiversité (aires marines protégées, coraux...), les enjeux globaux (pollution plastique, sargasses...), le tourisme durable, les énergies renouvelables (biomasse, éoliens, solaire...), la coopération régionale et notamment celle en lien avec les départements et régions d'outre-mer français dans la Caraïbe.



Récif de corail à Cuba. Source : David Doubilet et Jennifer Hayes

Sur les thématiques diversité biologique et aires protégées, nous devrions aboutir à l'organisation d'une table ronde, coportée par le trio France – Costa-Rica – Cuba en marge de la réunion des parties prenantes au Costa Rica les 7 et 8 juin prochains. Pour intégrer une vision régionale, la République Dominicaine, le Mexique et la Colombie devrait participer à cet évènement qui s'inscrit dans le cadre de la troisième Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC) qui aura lieu en France, à Nice en 2025. Il s'agira pour les parties d'échanger et de partager connaissances et bonnes pratiques à l'échelle régionale pour atteindre l'objectif de 30% d'aires protégées d'ici 2030, qui a été défini par le Cadre Mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (décembre 2022).

Aussi, la Conseillère développement durable a aussi pu poursuivre les échanges sur l'engagement environnemental du secteur privé à Cuba, qui a aussi sa part à jouer avec une force de frappe non négligeable pour le montage de projets pilotes en matière de réduction de la pression des activités humaines sur l'environnement. Ces initiatives privées démontrent que certaines actions environnementales sont faisables à Cuba et qu'elles peuvent être une source d'inspiration pour d'autres acteurs.

De cette mission, il en ressort une fois de plus que, malgré la complexité la situation économique cubaine qui tend à s'aggraver, les sujets liés aux biens communs et à l'adaptation voire à l'atténuation du changement climatique retiennent une attention particulière.

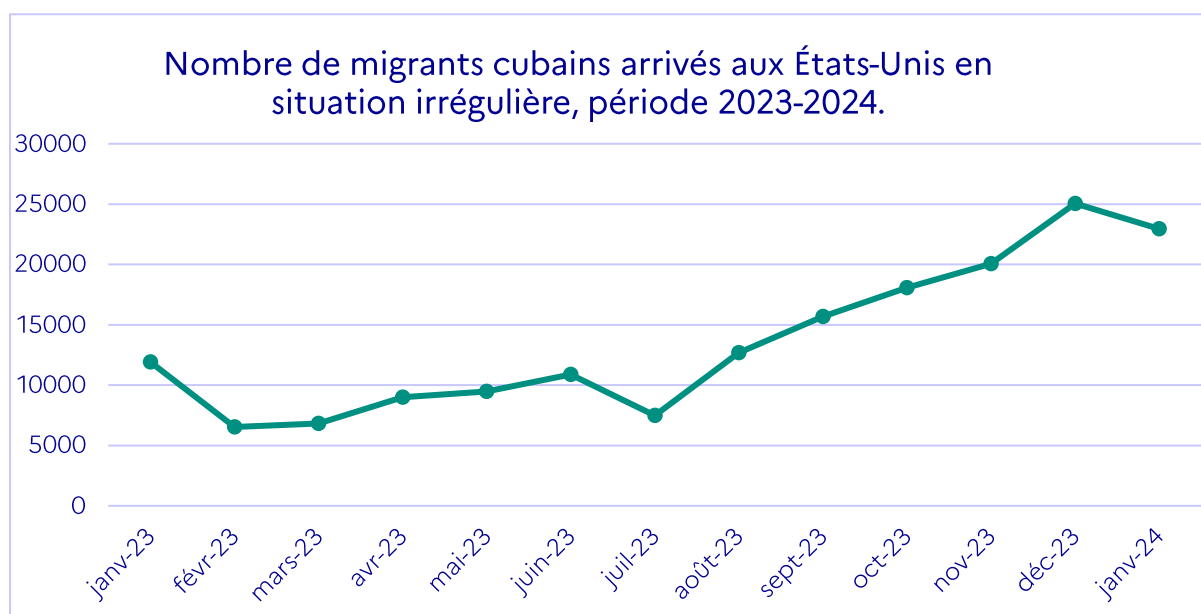
Focus statistique

L'émigration à Cuba : des chiffres en constante augmentation

Frappée par sa pire crise économique en 30 ans, Cuba connaît un important exode migratoire depuis la réouverture des frontières en novembre 2021. D'après le rapport publié par l'US Customs and Border Protection, 22 500 Cubains sont arrivés aux Etats Unis en janvier 2024. Ce chiffre confirme la tendance croissante de ce phénomène depuis fin 2021, alors que 39 000 Cubains avaient quitté l'île en 2021 et 14 000 en 2020.

Ce sont au total 503 500 Cubains, soit presque 5% de la population résidente à Cuba, qui sont entrés sur le territoire américain depuis octobre 2021 dans l'attente d'une régularisation, la quasi-totalité via la frontière mexicaine. La vague d'émigration massive s'intensifie malgré les mesures adoptées par le gouvernement américain début 2023 afin de faciliter la migration légale.

Par ailleurs, on assiste ces dernières années à une diversification des destinations d'émigration des Cubains, en particulier vers l'Espagne, qui abrite la deuxième diaspora cubaine après les Etats-Unis, avec plus de 200 000 Cubains installés. Avec l'adoption en octobre 2022 d'une loi permettant aux descendants d'Espagnols de demander la nationalité de leurs ancêtres, plus de 23 000 Cubains ont obtenu la nationalité espagnole, laissant présager une hausse des départs de Cubains vers l'Espagne.



Graphique réalisé par le SE de La Havane à partir des données de l'US Customs and Border Protection.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Aurélien Salvini, Chef du Service économique de La Havane

Rédaction : Fiona de Sainte Maresville, Amélie Nolar et Sailé Ruíz Tudó, Service économique de La Havane

Abonnez-vous : lahavane@dgtresor.gouv.fr